

Au Sommet d'Ottawa en juillet, les dirigeants occidentaux ont confirmé leur engagement de favoriser une meilleure intégration des nations en développement au système économique international. La Conférence des Nations unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables tenue en août à Nairobi a adopté un programme d'action équilibré, et le premier ministre y a annoncé que le Canada affecterait \$1 milliard à l'aide énergétique au cours des cinq prochaines années. En septembre, à la conférence sur les pays les moins avancés, avec réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale), ainsi qu'à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth les participants ont réclamé de nouvelles politiques d'ajustements réels et ont approuvé tant les Négociations globales que le projet de création d'une filiale énergie au sein de la Banque mondiale.

Dans leur Déclaration de Melbourne, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont reconnu la nécessité d'un esprit de coopération et se sont engagés à faire entrer la communauté internationale dans une nouvelle ère de relations constructives entre pays développés et en développement, relations fondées sur l'interdépendance, le respect mutuel et la communauté d'intérêts.

Le sommet qui s'est tenu à Cancun, au Mexique, en octobre et qui a été coprésidé par le premier ministre Trudeau et le président mexicain Lopez Portillo a marqué le point culminant de cette série de réunions axées sur les questions Nord-Sud. Les discussions qui se sont déroulées librement ont généralement été considérées utiles pour permettre une meilleure compréhension mutuelle et accroître la confiance, et ont abouti à un consensus sur certaines questions, notamment sur celles qui avaient trait à l'alimentation et l'agriculture, mais non sur la question cruciale des Négociations globales. Le compromis qui en est résulté a maintenu un élan qui devait favoriser, par la suite, d'autres discussions de ce genre au sein de l'Assemblée générale des Nations unies, sans que l'Assemblée, toutefois, parvienne à un accord avant d'ajourner ses travaux en décembre.

Soutien du développement international

Plusieurs grandes initiatives ont confirmé l'engagement du Canada en matière d'aide, d'aide au développement en particulier, qui a représenté quelque \$1,3 milliard en 1981. Dans le prolongement de la Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés, le Canada a annoncé qu'il consacrerait 0,15 % de son produit national brut aux pays les plus pauvres. Répondant aux préoccupations du tiers monde à propos des coûts de l'énergie, le gouvernement a créé la Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale, société de la Couronne autorisée à dépenser jusqu'à \$250 millions au cours des cinq prochaines années pour aider les pays en développement à explorer et exploiter de nouvelles sources d'hydrocarbures. À la Conférence des Nations unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, le premier ministre a promis d'accroître de \$10 millions les fonds affectés à la recherche énergétique dans les pays en développement.